

ALTERNATIVES POUR DES CULTURES AFRICAINES DE DÉVELOPPEMENT

Léon Martin

MBEMBO Likongo,

Professeur à
l'Université Catholique
du Congo et à
l'Institut Supérieur
de Commerce de
Bandundu.

leon_mbembo@yahoo.fr
mbembo76@gmail.com

Introduction

Dans la déclaration de clôture de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles, la « communauté internationale » réunie à Mexico sous l'égide de l'Unesco du 26 juillet au 6 août 1982 définissait la culture comme le fondement nécessaire de tout développement authentique¹. Cette assertion soumise à une réflexion par l'absurde sous-tend deux hypothèses. Primo, tout développement abouti suppose sa filiation avec les intrants culturels du milieu. Secundo, tout développement qui se solde par un échec traduit l'idée de l'incapacité de la société à convertir ses atouts culturels en moyen de création des richesses et éventuellement de leurs distributions équitables.

Ainsi, s'il est admis que l'Afrique est un continent sous-développé en majeure partie, il est logique d'asserter que le continent africain a échoué dans la transformation de ses intrants culturels en source de prospérité, d'autosuffisance et d'indépendance. Cependant, cet échec n'est pas à séparer avec l'histoire générale de l'Afrique du XIV^e siècle à nos jours. En effet, cette partie de l'histoire de l'Afrique est émaillée de facteurs d'agitations multiples dus à l'esclavagisme, à la colonisation, au néocolonialisme et actuellement à la mouvance de la mondialisation. Ces agitations ont contraint les cultures africaines à ne pas œuvrer comme agent de développement.

1 Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles, Conférence mondiale sur les politiques culturelles, Mexico City, 26 juillet – 6 août 1982. Ce document peut être consulté sur le site internet de l'Unesco avec l'Url suivant : http://portal.unesco.org/culture/fr/files/12762/11295422481mexcomexico_fr.pdf/mexico_fr.pdf

Par cette réflexion, notre intention est double. Premièrement, à travers une révisitation de l'histoire sociopolitique et économique de l'Afrique, nous voulons établir les indicateurs qui dans l'adéquation entre d'une part les pratiques culturelles africaines et d'autre part la colonisation, le néolibéralisme et la globalisation ont mené à un développement des cultures africaines non progressistes, chaotiques et paupérisantes. Deuxièmement, en partant du bilan ainsi établi, nous voulons proposer des pistes de solutions pour une Afrique plurielle, prospère et prometteuse.

1. Cultures africaines, colonisation et néolibéralisme

L'État colonial et ses frontières, qui sont en grande partie restées telles quelles lors de la configuration postcoloniale, ont défié des identités séculaires qui rythmaient les vies des Africains. En effet, contrairement aux colonisateurs des pays asiatiques et océaniques, les colons en Afrique restaient sur place et s'approprièrent les terres, faisant des Africains une main-d'œuvre à leur service. Mais au-delà, sur le continent, les colons reproduisaient leurs traditions tout en poussant les populations africaines, parfois jusqu'à l'extrême, à adopter et à assimiler certaines pratiques culturelles de leur mère patrie, comme Guy Fawkes, Halloween, etc.

Cependant, la colonisation n'était pas qu'assimilation. Elle était aussi expropriation et extorsion. Par l'expropriation, les pouvoirs coloniaux dépouillaient les lieux et les objets de leur sens premier. Ainsi, les noms de certains cours d'eau, de montagnes, de lieux de la faune et de la flore ont perdu leurs racines africaines pour répondre à des critères culturels, géographiques, historiques et économiques européens. Des prénoms européens (chrétiens) étaient donnés aux Africains afin de signifier leur acculturation culturelle et sociale au système colonial nouvellement créé. Et par l'extorsion, les pouvoirs coloniaux ont usé de la malice et de la manipulation pour mener des Africains à se détacher de certains objets et pratiques symbolisant leurs liens avec la cosmogonie africaine. Avec un argument accusant ces objets et pratiques d'être la source de malédiction et des instances dépositaires des envoutements, les colons avaient réussi à attiser la peur dans le chef des Africains vis-à-vis de leurs propres masques, statuts, amulettes, tabourets et prières d'invocation des ancêtres au point qu'ils ont fini par développer du mépris à l'égard de leurs propres valeurs identitaires. Ce discours est tellement enraciné dans l'inconscient de beaucoup d'Africains que nombreux continuent de penser jusqu'à ce jour que les masques traditionnels africains sont « sataniques ». Pourtant, lorsque des Africains s'en sont détachés, les colonisateurs les ont récupérés pour enrichir les étalages de leurs musées à la métropole. C'est le cas du Musée de Tervuren².

2 Dayez-Burgeon PASCAL, « Un musée subliminal : le Musée africain de Tervuren », in *Hermès* (mars 2011), n°61, pp. 154-155.

Mais bien que l'émergence de l'État colonial ait supplanté et dévalorisé les identités précoloniales des Africains, elle n'a pas pu les détruire. Au contraire, elles ont continué à exercer une forte influence sur les pratiques et les modes de pensée des populations colonisées, particulièrement celles qui gardaient un lien fort avec leurs habitudes et pratiques traditionnelles. Ces Africains dont la vie était fermement ancrée dans une société rurale et traditionnelle, ont été moins affectés dans leurs rapports politiques, sociaux et économiques avec la société coloniale que ceux qui vivaient dans les zones urbaines. Autrement dit, malgré le projet colonial de ratissage des valeurs culturelles africaines, celles-ci ont survécu à la colonisation.

Mais après la colonisation, la décolonisation non plus n'a pas laissé libre cours aux cultures africaines. Les dernières phases du processus de décolonisation en Afrique, c'est-à-dire la déliquescence du colonialisme d'installation des colons, se sont déroulées de 1975 à 1994. Ces phases postcoloniales ont vu les États d'Afrique poursuivre des objectifs de développement. Mais la réalisation de ces objectifs a été contrariée et a conduit à la notion « d'afro-pessimisme » selon laquelle l'Afrique est condamnée à échouer en raison d'objectifs impossibles à réaliser. Ceci se produisit dans un contexte des relations économiques, sociales et politiques inertes, pénétrantes et de plus en plus inégales à la suite du néolibéralisme. En effet, avec l'arrivée du néolibéralisme, manifesté par la globalisation et la mondialisation, une fois de plus, la pertinence des cultures populaires locales a été ébranlée. La culture du capitalisme international – par le biais des avantages économiques, politiques et hégémoniques qu'elle propose – étouffe les diversités locales et contribue à une globalisation de la culture.

Ainsi, la globalisation de la culture associée à la politique paternaliste et d'assimilation forgée par les colons par le biais du système éducatif colonial a eu pour effet à court, moyen et long termes, la création d'une élite africaine qui aspire à une intégration de la culture européenne. Ainsi les cultures africaines ont été absorbées d'abord par la culture coloniale, ensuite par les influences néocoloniales et enfin par la mondialisation et la globalisation de la culture. Les enfants des élites africaines sont poussés vers les anciennes écoles blanches et racistes dont les contenus pédagogiques n'ont pas vraiment changé depuis l'époque coloniale. De nombreux membres de l'élite africaine parlent anglais, français ou portugais à la maison avec leurs enfants, détruisant ainsi la base culturelle africaine de leurs propres enfants, les déracinant de leur héritage culturel et historique tout en accélérant leur processus de dénationalisation. Ces facteurs ont contribué d'une part à créer un sentiment d'infériorité dans l'esprit de nombreux Africains avec en toile de fond un discours arguant l'infériorité des cultures africaines face aux cultures occidentales et d'autre part, à légitimer la thèse de l'afro-pessimisme, c'est-à-dire l'Afrique ne peut décoller par l'expertise des Africains.

Par ailleurs, les tentacules de la globalisation prévoient que celle-ci conduira à une homogénéisation culturelle selon le modèle de la « taille unique ». En pratique, les diverses cultures nationales devraient désormais fédérer vers un monde dominé par la langue anglaise et une culture globale de consommateurs de produits occidentaux. Mais le méandre d'un tel régime est la création d'un fossé entre les riches et les pauvres et entre les modes de mœurs légères et conservatrices comme le montrent les biens de consommation disponibles dans les centres commerciaux modernes et comme l'illustrent les films hollywoodiens. Ainsi avance la « MacDonaldisation » des cultures non occidentales et la « culture coca cola » universelle. La globalisation de la culture promeut dans la sphère culturelle une hégémonie culturelle occidentale, et plus particulièrement des conceptions culturelles étasuniennes.

Le néolibéralisme de manière générale a handicapé économiquement l'Afrique et la plupart des pays du tiers-monde. Qu'il prenne la forme de la mondialisation ou de la globalisation, l'expansion des modèles culturels de « taille unique » communs pour l'humanité tout-entière est l'une des conséquences de l'héritage colonial et postcolonial. La colonisation et la post-colonisation ont œuvré à créer des consommateurs sans identités culturelles propres et ouverts à toutes les cultures dominantes. Pourtant, la globalisation ne doit pas signifier la destruction des cultures locales. La reconnaissance de la globalité doit plutôt aller de pair avec l'éloge du local. C'est ce que le sociologue écossais Roland Robertson appelle la « glocalisation »³. Le développement de politiques visant à s'adresser aux défis qui confrontent l'Afrique doit prendre en compte les réalités culturelles de la société qu'il se propose de servir. Mais on doit aussi construire des solutions basées sur les caractéristiques culturelles purement africaines. C'est ce que les altermondialistes appellent la « glolocalisation ».

2. Ecueils à éviter dans le projet d'une Afrique de croissance glocalisée et glolocalisée

Le néologisme glocalisation désigne la contraction des termes globalisation et localisation. Le sens de ce terme provient du postulat selon lequel, il est impossible à l'ère actuelle de vivre culturellement en vase clos sans recevoir des autres cultures ni donner sa culture aux autres. Même si les rencontres des cultures consécutives à l'histoire sociopolitique et économique de deux derniers siècles a établi une théorie idéologique de la suprématie des cultures, il est avéré qu'aucune rencontre des cultures n'a laissé les uns et les autres sans influence mutuelle. De la sorte, on ne peut réprimer la globalisation car son contraire est impossible. Mais, on

3 Lambert YVES, « Compte rendu de lecture de l'ouvrage Globalization : Social theory and Global culture de Roland Robertson », *Archives des sciences sociales des religions. L'islam en Europe* (1995), Volume 92 n°1, pp. 134-136.

peut la corriger voire la re-sémiotiser selon un modèle scientifique humain et humanisant. Ainsi, la glocalisation peut se définir comme la tendance à empreindre les biens de consommation globaux des valeurs culturelles locales. La glolocalisation, elle, postule que n'importe quelle valeur culturelle existant et agissant dans un univers globalisé peut devenir le centre d'intérêt de cet univers.

Si les cultures africaines camouflées dans une globalisation qui entrave la croissance de l'Afrique doivent souscrire à un projet de développement, elles devraient opter pour une politique de croissance glocalisée. Si l'on prend le cas typique de l'économie, la glocalisation permettrait aux économies africaines d'acheter des biens de consommation globaux et à les truffer d'une figure autochtone. Mais par la *glolocalisation*, les économies africaines devraient devenir elles aussi des centres de production des biens de consommations globaux. Ainsi, par la *glocalisation* et la *glolocalisation*, les économies africaines s'inséreraient dans le système économique global pour former un tout cohérent. Comme le dit Jean-Baptiste Onana, « *chaque économie développée constitue un tout cohérent fait de secteurs qui procèdent entre eux à d'importants échanges* »⁴. Les économies africaines n'ont pas vocation à se retrancher de l'économie mondiale. Elles doivent plutôt former un « tout cohérent » avec l'économie mondiale.

La thèse d'Onana, quand bien même économique, peut s'étendre à toutes les valeurs d'échange de manière générale. Mais pour atteindre un tel objectif, il y a des écueils à éviter au niveau de la production des connaissances, des ambitions de développement et des rapports entre les sexes.

- ***Au niveau de la production des connaissances***

Il y a un fossé entre la base de connaissances générée et la nécessité d'une base de ressources humaines plus dynamique dont l'Afrique a besoin pour réaliser sa propre stratégie de croissance. Par exemple, l'enseignement dispensé dans les universités africaines n'a que peu de liens directs avec l'Afrique et les Africains. La production de connaissances ne répond pas aux besoins visibles de la société africaine au sens large car ce savoir ne repose pas sur des structures sociales supposées répondre à ces besoins. Les universités africaines sont de pâles imitations des institutions métropolitaines occidentales. Elles sont les représentantes de traditions coloniales particulières. Ainsi, la modernité en Afrique n'est pas représentée à sa juste valeur en ce qui concerne les langues, les questions qu'elle se pose et la manière dont elle le fait. A titre d'exemple, dans le cas des langues, moins de 10% des journaux africains sont publiés dans des langues africaines.

4 Jean-Baptiste ONANA, « De la relation entre culture et développement : leçons asiatiques pour l'Afrique » in *Sociétés Africaines*, Paris, l'Harmattan, 1997, p.30.

Dans une étude riche en enseignements réalisée auprès du peuple Ewe du Togo, Amétépé Yawovi Ahadji montre comment une partie ce peuple a été vilipendée par une autre partie pour avoir choisi de renoncer aux langues importées par la colonisation en vue de promouvoir sa propre langue, l'Ewe. Les Ewe « anglicisés » ou « germanisés », selon les épithètes de l'auteur, qui ont étudié dans les « écoles des blancs » parlent mieux l'anglais ou l'allemand que l'Ewe. A défaut, ils fournissent de nombreux efforts pour les parler correctement et à contrario ménagent des efforts pour bien parler leur propre langue. Ils participent à la caricaturisation de leur propre langue allant jusqu'à affirmer que « l'Ewe n'était pas une langue commerciale, qu'il ne valait pas la peine de l'apprendre »⁵. De plus, ils imprègnent des noms Ewe d'une consonance anglophone voire germanophone. Ainsi par exemple, l'orthographe du nom Nosi a été transformée en Norcey, Novinyeku en Norviégnécoo. Et la langue Ewe elle-même était ironiquement transformée en « Kesegbe », c'est-à-dire « langage de singe ». Certains enfants soutenus par leurs parents abandonnaient les écoles où l'on n'enseignait pas dans les langues étrangères⁶.

- ***Au niveau des ambitions de développement***

Les projets de développement en Afrique sont souvent conçus ou contraints d'être conçus selon une approche de développement de « taille unique ». Un développement de « taille unique » est une approche économico-socio-politique de croissance conçue en occident selon les besoins de développement des occidentaux et appliqué en Afrique en vue de répondre aux problèmes de développement africain. Mais ce modèle ne convient pas à tout le monde. Deux facteurs principaux le contraignent à l'échec. Il s'agit des facteurs contextuels et fonctionnels.

- *Les facteurs contextuels* déterminent quel type de changement est possible et ce qui ne l'est pas. En fait, le contexte doit être pris au sérieux avant d'entrevoir n'importe quelle réforme. Mais une approche de développement de taille unique ne prend généralement pas en compte le contexte de ceux qui éprouvent les besoins de développement.
- *Les facteurs fonctionnels* concernent les éléments susceptibles de faire fonctionner correctement l'appareil du développement. Ce qui suppose donc que le modèle de développement est censé regorger des fonctionnalités adaptées aux problèmes à résoudre en vue de faire fonctionner le projet de développement droitement. Cependant, un modèle de développement de taille unique quel que soit son degré de standardisation demande beaucoup pour fonctionner correctement.

5 Amétépé Yawovi AHADJI, « Identité culturelle et environnement colonial : le cas des communautés Ewe (Togo) face aux sociétés des missions chrétiennes 1847-1914 », in *Revue du C.A.M.E.S.* Série B. Vol. 02, 2000, p. 144.

6 Amétépé Yawovi AHADJI, *Op. cit.*, p. 144.

Le plus souvent, le contenu requis pour assurer la fonctionnalité n'est pas présent à l'endroit où le modèle est destiné à être appliqué. D'où un effort d'adaptation, parfois abusif, est recommandé.

La majorité des économies et des sociétés africaines ne sont pas parvenues à la modernité, mais les pouvoirs impériaux exigent d'elles d'abandonner sans délais leurs structures tribales pour devenir des États globaux. La globalisation ne doit pas être synonyme d'homogénéisation globale. L'Afrique a besoin de dessiner, seule, sa propre voie de développement suivant une approche glocalisée et glolocalisée. Elle doit se doter d'une volonté politique suffisante et prendre l'engagement de persévérer dans cette réalisation de stratégies alternatives.

- ***Au niveau des rapports entre les sexes***

De nombreuses pratiques traditionnelles et culturelles d'Afrique sont de plus en plus considérées comme rétrogrades, particulièrement celles concernant les relations entre les sexes (c'est-à-dire le patriarcat). Celles-ci sont un obstacle structurel profondément enraciné dans les pratiques telles que la répartition inégale des ressources, du pouvoir et des richesses. Ces pratiques associées à des institutions et des normes sociales qui perpétuent les inégalités, freinent les Africaines, et le reste du continent avec elles.

Selon un rapport du PNUD publié en 2016, les disparités entre les genres coûtent quelque 95 milliards de dollars US par an en moyenne à l'Afrique subsaharienne et ont culminé à 105 milliards de dollars de pertes en 2014 (soit 6 % du PIB régional), compromettant de ce fait les efforts du continent en faveur d'un développement humain et d'une croissance économique inclusifs⁷.

Malgré l'actualité de ces débats, il existe des points positifs dans les valeurs, les pratiques et la culture africaines, comme la notion de « Ubuntu » - le sentiment d'élévation spirituelle par les responsabilités sociales parmi les citoyens. Par exemple, dans les traditions africaines, on ne pouvait concevoir l'existence de maisons de retraites, d'orphelinats ou de centres de santé pour les personnes à mobilité réduite car on considérait ces aspects comme faisant partie intégrante des responsabilités de la société et ils étaient pris en charge au sein des familles.

Remarquons que la notion sans cesse croissante d'individualisme, particulièrement sous les auspices du néo-libéralisme, contribue de façon significative à l'affaiblissement de ces pratiques culturelles et de ces traditions. Cependant, il existe aussi, dans beaucoup de pays africains, des pratiques culturelles qui perdent petit à petit leur légitimité, comme les lois injustes sur les héritages qui désavantagent les femmes, la circoncision

⁷ Accélérer les progrès en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes en Afrique. Rapport sur le développement humain en Afrique 2016. <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/presscenter/pressreleases/2016/08/28/les-disparit-s-entre-les-genres-co-tent-l-afrique-subsaharienne-95-milliards-de-par-an.html>

féminine, etc. Les cultures africaines ne sont pas statiques et il est peut-être temps pour les africains de s'interroger sur certaines pratiques rétrogrades. La transformation des cultures africaines doit être rapportée à un contexte africain ; c'est aux africains qu'il appartient de la mener. Elle ne doit pas être imposée en prenant pour repère ce que les États impériaux considèrent comme étant approprié.

3. Alternatives pour une Afrique de croissance : redéfinir l'héritage culturel

Nous avons suffisamment démontré plus haut cette thèse de Magloire Somé : « L'imposition d'une valeur culturelle à *autrui* est une naïve prétention et l'expérience a montré que les innovations introduites et dirigées dans une société tierce ne produisent pas les effets escomptés »⁸. Il sied désormais de souscrire à un régime culturel glocalisé et glolocalisé pour tracer un nouveau chemin de croissance pour l'Afrique. Pour y parvenir, les Africains doivent avoir l'espace politique nécessaire pour définir leurs propres choix économiques, sociaux et politiques – ceux qui conviennent le mieux à la promotion de la croissance et d'un développement axé sur les africains. De plus, les Africains doivent avoir leur propre influence pour opérer leurs propres choix culturels, ceux qui seront les plus appropriés à leurs modes de vie. L'Afrique devra alors mettre l'accent sur les identités et les valeurs culturelles, comme le collectivisme, l'Ubuntu et une solidarité sociale qui privilégie un développement axé sur l'humain. Mais cette quête devrait commencer par le repensement d'un certain nombre d'aspects.

- ***L'africanisation de l'éducation***

En Afrique, les systèmes éducatifs de beaucoup de pays sont calqués sur le modèle de l'enseignement colonial. Du point de vue de la forme, l'enseignement reste discriminatoire et les écoles ressemblent parfois à un camp de concentration voire à une école de formation militaire. Les produits qui en sortent sont taillés pour être des sujets disciplinés et malléables dans l'exécution des ordres. Du point de vue du contenu, les programmes scolaires et académiques initient en majeure partie les apprenants aux réalités Occidentales qu'Africaines. En République démocratique du Congo par exemple, le cours d'histoire enseigné dans les écoles primaires et secondaires ne réserve qu'environ 30% du temps à l'histoire de la RDC et l'Afrique. Le reste du temps est consacré à l'histoire de l'Europe, Amérique, Asie et Océanie. En plus, les chapitres réservés à la RDC et l'Afrique n'interviennent généralement que vers les dernières heures de la charge horaire, au moment où les étudiants sont déjà fatigués et dégoûtés des enseignements. Par conséquent, il est très courant de constater chez les

8 Magloire SOME, « Les cultures africaines à l'épreuve de la colonisation », in *Revue annuelle d'histoire africaine* (2001-2002), n°9 et 10, p.49.

intellectuels congolais une maîtrise à décrire les faits historiques européens que les événements qui ont émaillé l'histoire de la RDC. L'on observe aussi ce fait dans beaucoup d'autres branches de l'enseignement congolais : littérature, géographie, sociologie, etc.

Tout indique donc que les systèmes éducatifs africains sont eurocentristes. Même s'ils se sont assignés des objectifs africains, on ne peut pas entrevoir de résoudre des problèmes africains ni de former des intellectuels africains à partir des modèles théoriques européens. Il sied alors d'évincer le paradigme eurocentriste des systèmes éducatifs africains afin de le remplacer par un paradigme afrocentriste. Un paradigme éducatif installe dans le subconscient de l'apprenant un *modus operandi* de penser. Si ce paradigme est eurocentriste, il installera dans l'inconscient de l'étudiant un réflexe truffé de modèles européens. C'est ce qui justifierait en partie le fait que les intellectuels africains éprouvent souvent du mépris vis-à-vis des noms, aliments, odeurs, costumes... qui sont purement africains. De la même manière, si l'on remplace le paradigme eurocentriste qui fonde les systèmes éducatifs africains par un paradigme afrocentriste, le subconscient de l'apprenant issu du nouveau paradigme sera purement africain et africanisé.

Un paradigme afrocentriste est un spécimen de pensée scientifique conçu par des Africains libérés du subconscient occidentaliste et imprégnés de l'inconscient purement africain en faveur de l'Afrique et des Africains. Et pour exécuter ce paradigme, seuls les éducateurs rodés dans le paradigme afrocentriste doivent être utilisés. C'est seulement par cette approche que les systèmes éducatifs africains actuels s'africaniseront et deviendront plus originaux. Car, dans le mouvement de la glocalisation et de la glolocalisation, chaque peuple doit détenir des valeurs originales afin de garantir son droit à l'égalité des chances vis-à-vis des autres nations.

• *L'africanisation de l'élite*

Les élites africaines sont considérées comme une lumière dans la lutte pour les indépendances coloniales et néocoloniales des pays d'Afrique. Qu'il s'agisse des élites des années pré-indépendantistes et même celles des années après les indépendances africaines. Mais, l'exercice du pouvoir par ces élites après la colonisation a non seulement déçu mais a aussi démontré que celles-ci n'ont pas trop de différence du point de vue de la gestion et de la conception de la gestion avec les occidentaux. En effet, ces élites ont certes développé un discours afrocentriste. Mais ce discours est idéologiquement et théoriquement construit à partir d'un cadre théorique et méthodologique de référence eurocentriste.

De plus, ces élites sont porteuses d'un discours nationaliste voire panafricaniste dépourvu de praxis mais truffé de beaucoup de contradictions. Elles exhortent les populations africaines à l'usage de

la médecine traditionnelle africaine en discourant sur son efficacité incomparable mais vont se faire soigner elles-mêmes dans les hôpitaux huppés suisses ; elles enseignent des idéologies politico-philosophiques inspirées des héros africains comme Kimbangu, Kimpa Vita, Shaka Zulu...mais scolarisent leurs propres enfants dans les écoles élitistes occidentales où ils n'apprennent même pas une seule phrase de l'idéologie des héros africains dont elles vantent le combat. Lorsqu'elles organisent des cérémonies commémoratives rappelant le martyr et les prouesses de ces héros, la fête est organisée par des sociétés événementielles occidentales selon un modèle festif occidental avec un menu culinaire occidental. Tout porte donc à croire que les élites africaines sont dans la plupart des cas irresponsables face à leur propre discours nationaliste. Il y a lieu même de soupçonner que ce discours nationaliste n'est qu'une pure stratégie de fascination et de manipulation des populations autochtones en feignant d'être solidaire à elles et à son histoire sociale, politique, économique et culturelle.

La réalité de la vie des élites africaines mène à croire à un rapprochement de modèle de pensée entre elles et les pouvoirs néocolonialistes ou néolibéraux. Ce rapprochement a contribué à l'émergence d'un imaginaire collectif qui idéalise la vie de cette élite. En effet, de nombreux jeunes qui prennent ces élites pour des modèles envient leurs modes de vie et les reproduisent. Ils s'habillent, parlent, marchent et se comportent comme elles. Ils parlent très bien les langues occidentales et s'efforcent de les parler comme les occidentaux eux-mêmes mais à contrario méprisent les langues locales. Souvent, ils vont même jusqu'à stéréotyper l'usage et les usagers des langues autochtones (lingala eza langue impolie). Pourtant ces élites et ceux qui les prennent pour des modèles plaident pour un développement africain contextuellement intégré.

Les élites africaines devraient donc être africanisées dans la moule d'un « africanisme africain », comme le dit Cheick Hamidou Kane « sans xénophobie ni chauvinisme ». Un africanisme africain n'est pas une théorie relevant du décollage conceptuel comme nombreux l'ont pensé à la suite de Franz Crahay. C'est plutôt une pensée africaine – celle désignée plus haut par le paradigme afrocentriste – élaborée à partir de la conception africano-ancestrale de la vie et du progrès. Cela, sans verser dans la xénophobie et le chauvinisme.

- ***La préservation des connaissances indigènes et inversion des flux***

L'Afrique a besoin de remédier activement à l'exclusion culturelle et socio-économique et au déplacement des peuples indigènes qui accompagnent souvent les investissements étrangers. De plus, les asymétries dans les flux d'idées et de biens doivent être remises en question afin que certaines cultures n'en dominent pas d'autres sous prétexte de leur

supériorité économique. Ces pouvoirs politiques et économiques inégaux selon les pays, selon leurs industries et leurs entreprises, entraînent le développement de certaines cultures et la disparition d'autres. Par exemple, des entreprises puissantes peuvent évincer les peuples indigènes sur une terre riche en ressources. Des pays puissants peuvent ne pas reconnaître les connaissances traditionnelles de pays faibles dans les accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Des employeurs puissants peuvent exploiter et abuser des migrants sans pouvoir. C'est la raison pour laquelle l'impact de la globalisation sur les libertés culturelles mérite une attention spéciale. Ceci nécessite de nouvelles approches basées sur des politiques multiculturelles qui traiteront du commerce, de l'immigration et des investissements de façon à reconnaître les identités et les spécificités culturelles.

L'Afrique doit devenir plus ferme dans sa lutte pour une reconnaissance globale des savoirs traditionnels. Par exemple, l'Afrique peut faire entendre sa voix pour une re-contextualisation de ses droits à la propriété intellectuelle au sein de l'OMC, de façon à rendre hommage aux traditions et aux systèmes de connaissance africains qui ont apparemment été réinventés ou repris par les multinationales. Il est nécessaire de protéger le savoir traditionnel pour le bien de la communauté des communautés indigènes tout en encourageant son utilisation appropriée par des sociétés élargies.

Le multiculturalisme au sein de l'Afrique devrait ainsi viser à :

- Observer et respecter les spécificités et la diversité culturelles ;
- Redresser les inégalités des pouvoirs politiques et économiques entre les pays industrialisés et les pays en développement ;
- Donner la priorité à des savoirs africains et à des bases de production adaptées à la région dans son ensemble et non aux centres métropolitains ;
- Eviter les déplacements forcés et injustes de populations indigènes en échange d'une sécurisation des investissements étrangers ;
- Encourager les organisations indigènes pour promouvoir et préserver les choix culturels des populations ;
- Surveiller et réglementer les mouvements de biens culturels.

• ***La réhabilitation et la promotion des langues et progrès africains***

Toute reconstruction d'une base culturelle africaine pour le développement doit avoir en son cœur les langues africaines. Cependant, pendant la période postcoloniale, les élites africaines n'ont porté que peu d'intérêt à la réhabilitation et à la promotion des langues africaines. De fait, c'est la promotion des langues des colonisateurs qui, à un niveau culturel, a fixé le néocolonialisme. On pourrait même dire qu'à l'époque coloniale et dans certaines régions de l'Afrique, les langues africaines étaient mieux protégées.

La croyance selon laquelle pour avancer vers l'égalité et la modernité dans un monde globalisé, l'Afrique doit adopter les langues coloniales que la grande majorité des individus en Afrique ne maîtrisent pas, est un leurre. Cette hypothèse spéculative stipule que les progrès technologiques et scientifiques sont liés à l'usage des langues coloniales. Si les langues africaines se développaient pour transmettre les technologies et sciences modernes, elles deviendraient le moyen d'expression de la transformation. Ceci renverserait l'impact négatif qu'ont le néolibéralisme et le néocolonialisme au niveau culturel.

- ***La réinstauration des filets de protection sociale***

L'impact négatif qu'a l'individualisme sur les pratiques culturelles a servi de trame au tissu économique et social de l'Afrique. Si nous attendons de la société qu'elle continue à être responsable en termes de préservation des valeurs et des structures communautaires, ces mêmes communautés devront être soutenues tant politiquement que financièrement par les instances nationales. C'est la raison pour laquelle nous devons remettre en place des filets de protection sociale, comme les centres de santé communautaires, les avantages sociaux pour les personnes méritantes (avec une bureaucratie minimale pour les critères d'attribution), des bourses scolaires et universitaires, des filets de protection se rapportant aux avantages salariaux (retraites, aide médicale, etc.), la sécurité et la souveraineté alimentaires, les projets de développement, etc. Les pauvres seront ainsi délestés du fardeau que les politiques néolibérales leur font porter.

- ***La documentation sur l'héritage culturel***

La documentation sur notre culture, nos savoirs et nos traditions indigènes est un moyen très efficace par lequel l'Afrique peut protéger son héritage culturel. Les chinois et les indiens l'ont fait avec beaucoup de succès. Ce processus de documentation pourrait servir, le cas échéant, à recevoir des droits sur la propriété intellectuelle. Il est aussi essentiel que la plupart de ces savoirs africains soient diffusés par les institutions scolaires et universitaires et fassent partie de nos connaissances de base. Au lieu de mettre l'accent, dans nos programmes scolaires et universitaires, sur les héritages culturels et historiques de l'Occident, l'Afrique doit occuper une place centrale – tant au niveau régional qu'au niveau national.

Conclusion

A compter des années où les États Africains ont acquis leurs indépendances, les pays d'Afrique n'ont pas vraiment œuvré pour des projets de développement bénéfiques aux populations vivantes en Afrique. Le principal défaut qui a fait rater à l'Afrique sa croissance, c'est la culture. Aucune société ne peut se développer si ses référents culturels sont mal intégrés. En effet, la plupart des États Africains ont connu un appareil de développement local créé à partir des déterminants culturels occidentaux. Ceux-ci sont arrivés sur le continent avec l'arrivée de l'esclavagisme et s'y sont amplement répandus avec la colonisation. Après la colonisation, de nouveaux mouvements idéologico-économico-politiques comme le néolibéralisme, la mondialisation ou encore la globalisation ont pris le relais. Ces mouvements ont eu pour conséquence, l'institution d'une culture de croissance eurocentriste sociologiquement et anthropologiquement désintégrée des réalités africaines. Ainsi, autant l'Afrique a raté sa croissance par la culture, elle peut aussi entrevoir de nouvelles perspectives de développement par la culture. Il suffit simplement de l'exorciser du paradigme eurocentriste qui la mine et la remplacer par un modèle de pensée afrocentriste. L'intérêt africain et africaniste de ce paradigme est que ce nouveau modèle de pensée a des atouts pour faire de chaque pays africain un centre culturel glocalisé et glolocalisé.

Cette réflexion est une contribution au projet de réinvention de l'Afrique initié par des intellectuels africains tels que Valentin-Yves Mudimbe, Cheick Anta Diop, Joseph Kizerbo, Marcien Towa, Paulin Houtondji, Tharcisse Tshibangu Tshishiku, etc. Celle-ci devrait partir des réalités culturelles proprement africaines en vue de proposer des alternatives de croissance anthropo-sociologiquement intégrées des réalités autochtones. ■